

Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice social clos le 31 décembre 2023

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
18, Avenue Augustin Dupré
42000 SAINT ETIENNE

A l'Assemblée Générale de l'Association MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 18 septembre 2018, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDAMENT DE L'OPINION

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association constitue des fonds dédiés, tels que décrits dans la note « Fonds dédiés et reportés ».

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration du 13 mars 2024.

VI. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ☐ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ☐ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne, le 28 mars 2024

ECOMEX

Société de Commissaire aux Comptes
représentée par



Corinne LAGOA

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires
aux comptes

Les comptes annuels se caractérisent par :

<input type="checkbox"/> Total du bilan	4 459 510 €
<input type="checkbox"/> Total des produits.....	4 147 782 €
<input type="checkbox"/> Total des charges.....	3 316 502 €
<input type="checkbox"/> Excédent de l'exercice	831 281 €

Bilan Actif

		Du 01/01/2023 au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits similaires					
		1 607	1 607		
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Autres immobilisations corporelles					
		153 233	145 353	7 880	27 367
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
		15		15	15
Prêts					
		55 267		55 267	57 280
Autres immobilisations financières					
		8 016		8 016	8 016
TOTAL I		218 138	146 960	71 179	92 679
Comptes de liaison		II			
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et encours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés					
		24 933		24 933	55 125
Créances reçues par legs ou donations					
Autres					
		244 028		244 028	710 089
Valeurs mobilières de placement					
		987 636		987 636	1 327 977
Instruments de trésorerie					
Disponibilités					
		3 109 825		3 109 825	1 703 882
Charges constatées d'avance					
		21 909		21 909	19 304
TOTAL III		4 388 331		4 388 331	3 816 376
Frais d'émission des emprunts		IV			
Primes de remboursement des obligations		V			
Ecart de conversion actif		VI			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)		4 606 469	146 960	4 459 510	3 909 055

Bilan Passif

	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	100	100
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	837 495	837 495
Autres réserves	1 167 242	625 903
Report à nouveau	831 281	541 339
Excédent ou déficit de l'exercice		
Situation nette	2 836 118	2 004 837
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	2 836 118	2 004 837
Comptes de liaison		
FONDS REPORTÉS ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	528 472	872 232
Fonds dédiés		
TOTAL III	528 472	872 232
PROVISIONS		
Provisions pour risques	230 081	290 718
Provisions pour charges	83 857	83 857
TOTAL IV	313 938	374 575
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	217 445	151 219
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	544 184	461 982
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 353	44 210
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL V	780 983	657 411
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	4 459 510	3 909 055

Compte de résultat

	31/12/2023	31/12/2022
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	40 505	39 276
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 157 256	3 065 713
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	15 465	12 508
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	168 265	126 166
Utilisations des fonds dédiés	643 416	471 864
Autres produits	18	7
TOTAL I	4 024 925	3 715 534
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	500 119	488 314
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	152 647	130 602
Salaires et traitements	1 590 779	1 376 885
Charges sociales	641 945	509 000
Dotations aux amortissements et dépréciations	19 487	19 840
Dotations aux provisions	46 000	13 750
Reports en fonds dédiés	299 656	639 188
Autres charges	9	6
TOTAL II	3 250 642	3 177 585
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	774 284	537 949
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	11 756	4 433
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	11 756	4 433
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	8	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	8	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	11 748	4 433
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	786 031	542 382

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels	4 464	
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	106 638	9 600
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	111 101	9 600
Charges exceptionnelles	63 883	9 980
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	63 883	9 980
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	47 218	-380
VII		
Participations des salariés aux résultats		
VIII	1 969	663
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	4 147 782	3 729 567
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	3 316 502	3 188 27
EXCEDENT OU DEFICIT	831 281	541 339
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature	140 995	140 995
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	140 995	140 995
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature	140 995	140 995
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	140 995	140 995

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 4 459 510 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 831 281 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

La mission Locale se donne pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner soit directement, soit par l'intermédiaire tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, en réponse aux besoins qu'ils expriment.

Elle a vocation à aider ces jeunes à construire un itinéraire d'insertion sociale professionnelle et à assurer le suivi de son application. A cet effet, elle est le relais entre le jeune et les organismes compétents, notamment en matière de formation, d'insertion professionnelle et d'emploi.

La Mission Locale, sans se substituer à quiconque, se donne pour le but d'être un outil d'animation et de proposition entre les différents partenaires (élus locaux, administrations, agents économiques, associations) concernés par l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Elle contribue à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs agissant sur l'ensemble des problèmes de vie quotidienne des jeunes, problèmes qui pourraient faire obstacle à leur insertion sociale et professionnelle mais qui, grâce à une approche globale, permettent de rechercher les solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisir, etc...

Elle réunit régulièrement l'ensemble des institutions et personnes physiques et morales qui contribuent à l'accueil, à l'information et à l'orientation des jeunes du territoire.

Par ailleurs, et dans le cadre de sa mission de service public au sein du SPRO (Service Public de l'Orientation Régional) ou tout autre service développé à l'avenir, la Mission Locale pourra accueillir tout public de son territoire.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Son siège social est fixé à la MDEF Maison de l'Emploi et de la Formation Loire Sud ou 18, Avenue Augustin Dupré 42000 Saint-Etienne

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total du bilan avant répartition est de 4 459 510 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 831 281 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

Néant

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 2 à 5 ans, |
| • Mobilier | 2 à 10 ans, |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 230 081 euros.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 1%.

L'IFC est estimé à 212 010€ au 31/12/2023.

Les engagements fin de carrière sont en partie couverts par un placement chez MUTAVIE à hauteur de 131.607 au 31/12/2023.

Une provision retraite est également constituée à hauteur de 83 857€.

Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux par la Ville de St-Etienne. En absence de chiffrages communiqués par le financeur, la valorisation a été reconduite pour le même montant soit 140.955 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au titre de subvention municipale finançant le permis de conduire s'élèvent à la clôture de l'exercice à 10 685€.

Les fonds dédiés au titre de la subvention de l'Etat pour le financement de la Garantie Jeune et contrat d'engagement jeune s'élèvent à 514 974€.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentation	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 542		
TOTAL	2 542		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	12 133		
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	363 631		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	375 764		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations	15		
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	65 296		
TOTAL	65 312		
TOTAL GENERAL	443 617		
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles		935	1 607
TOTAL		935	1 607
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencets et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencets et aménagt. divers		12 133	
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier		210 398	153 233
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL		222 530	153 233
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			15
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 013		63 283
TOTAL	2 013		63 299
TOTAL GENERAL	2 013	223 466	218 138

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice

	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL	2 542		935	1 607
Terrains				
Constructions - Sur sol propre				
: - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	12 133		12 133	
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	336 264	19 487	210 398	145 353
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	348 397	19 487	222 530	145 353
TOTAL GENERAL	350 938	19 487	223 466	146 960

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations				Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	

Frais d'établissement et dvp.
Donations temporaires d'usufruit
Autres postes d'immo. incorp.

TOTAL

Terrains
Constructions - Sur sol propre
 : - Sur sol d'autrui
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.
Inst. tech. mat. et outil. indus.
Inst. gales, agenc. et aménag. divers
Matériel de transport
Mat. de bureau et info. mob.
Emballages récup. et divers

TOTAL

Frais d'acq. de titres de particip.

TOTAL GENERAL

DOTATIONS NON VENTILEES

REPRISES NON VENTILEES

TOTAL GENERAL NON VENTILE

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	55 267		55 267
Prêts	8 016		8 016
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	24 933	24 933	
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations	1 000	1 000	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés	239 292	239 292	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées	3 736	3 736	
Débiteurs divers	21 909	21 909	
Charges constatées d'avance			
AUT TOTAL	354 153	290 870	63 283

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	217 445	217 445		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	294 414	294 414		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	208 668	208 668		
Impôts sur les bénéfices	1 969	1 969		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	39 132	39 132		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	19 353	19 353		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	780 983	780 983		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
 (1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

AUDIT

Commentaire

ECOMEX

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	100				100
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					837 495
Réserves	837 495				1 167 242
Report à nouveau	625 903	541 339			831 281
Excédent ou déficit de l'exercice	541 339	-541 339	831 281		2 836 118
Situation nette	2 004 837		831 281		
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 004 837		831 281		2 836 118

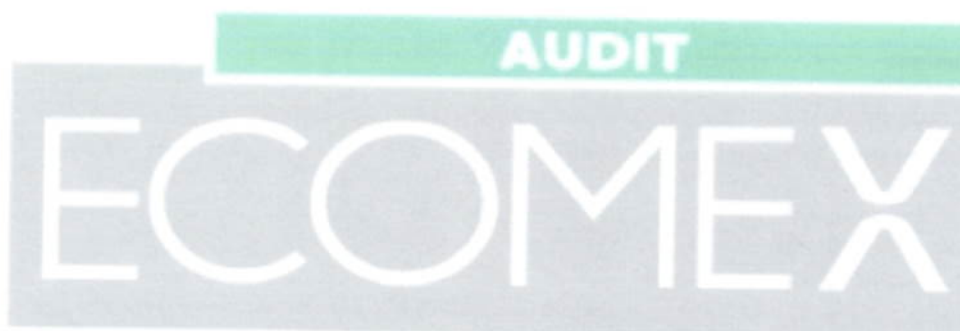
Commentaire



Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Permis de conduire	14 913		4 228			10 685	
Précarité menstruelle					2 813	2 813	
Contrat engagement Jeune		296 843				296 843	
Dotation exceptionnelle CJ	218 131					218 131	
TOTAL	233 044	296 843	4 228		2 813	528 472	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres	290 718	46 000	106 638		230 081
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires	83 857				83 857
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	374 575	46 000	106 638		313 938
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	374 575	46 000	106 638		313 938
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		46 000			
- financières					
- exceptionnelles			106 638		

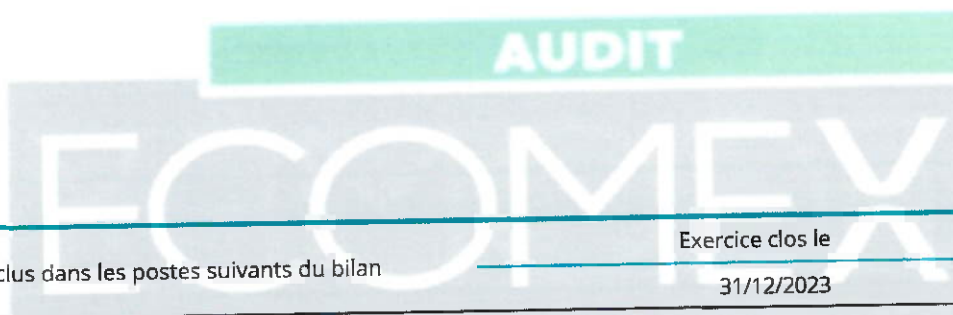
Contributions volontaires en nature

	Répartition par nature de charge	
	31/12/2023	31/12/2022
	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
	TOTAL	
861 - Mise à disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
Mise à disposition de locaux par la ville de St-Etienne	140 955	140 955
	TOTAL	140 955
862 - Prestation		
	TOTAL	
864 - Personnel bénévole		
	TOTAL	
	TOTAL GENERAL	140 955
	140 955	140 955
	Répartition par nature de ressources	
	31/12/2023	31/12/2022
	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
	TOTAL	
871 - Prestation en nature		
Mise à disposition de locaux	140 955	140 955
	TOTAL	140 955
875 - Bénévolat		
	TOTAL	
	TOTAL GENERAL	140 955
	140 955	140 955

Charges à payer et produits à recevoir

	Exercice clos le	Exercice clos le
Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	181 193	47 221
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations	431 371	360 461
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	612 564	407 682

Commentaire



	Exercice clos le	Exercice clos le
Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 713	3 692
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	3 663	4 535
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	7 376	8 227

Commentaire

Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Produits :	- D'exploitation		
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL			

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2023	31/12/2022
Charges :	- D'exploitation		
	- Financières	21 909	19 304
	- Exceptionnelles		
TOTAL		21 909	19 304

Commentaire

Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
18, Avenue Augustin Dupré
42000 SAINT ETIENNE

**A l'Assemblée Générale de l'Association MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA
COURONNE STEPHANOISE,**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.


Prénoms	Date	Nature et Objet de la Convention	Montant accordé à l'Association
ACHE EIDER HLOUF RAND I BAKLI JRBON	28/04/2023	Subvention de fonctionnement	97 000 euros
Région Mail	2023	ETAT : CPO - CEJ	2 140 300 euros
	2023	ETAT : Obligation de formation	86 350 euros
	27/04/2023	DDETS / Parrainage	3 050 euros
	16/05/2023	France Travail / Accord cadre national PPAAE	216 404,76 euros
	30/09/2023	DDETS / Précarité menstruelle	2 813 euros
		TOTAL SERVICES DE L'ETAT	2 448 917,76 euros

REGION AUVERGNE RHONE ALPES	Laurence BUSSIÈRE	09/01/2023	REGION : CPO	470 542 euros
		31/07/2023	Missions Locales Objectifs 2023	76 250 euros
			TOTAL REGION AUVERGNE RHONE ALPES	546 792 euros
COMMUNE DE ST JEAN BONNEFONDS	Thierry CHALANCON	28/02/2023	ST JEAN BONNEFONDS	6 701 euros
COMMUNE DE ST PRIEST EN JAREZ	Claude BRUNEAU	28/02/2023	ST PRIEST EN JAREZ	6 182 euros
COMMUNE DE VILLARS	Brigitte PALLE	28/02/2023	VILLARS	7 994 euros
TOTAL				3 113 586,76 euros

Fait à Saint Etienne, le 28 mars 2024

ECOMEX

Société de Commissaire aux Comptes
Représentée par


Corinne LAGOA
Inscrite sur la liste nationale des
Commissaires aux comptes